

IRAK UNE NATION AU BORD DE L'IMPLOSION

CARTO n°24

CARTO

LE MONDE EN CARTES

NUMÉRO 24 • JUILLET - AOÛT 2014



CHINE
LE MARCHÉ DES PARCS D'ATTRAICTIONS
DIPLOMATIE
LES RÉSEAUX FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
ENVIRONNEMENT
LES ABEILLES VONT-ELLES DISPARAÎTRE ?

M 01394 - 24 - F - 10,95 € - RD
 www.carto-presse.com

UN ÉTAT-CONTINENT EN QUÊTE DE PUISSANCE

GÉOPOLITIQUE DE L'INDE

BELGIQUE / LUXEMBOURG / ALLEMAGNE / GRECE / ITALIE / PORTUGAL CONT. : 12 € - CANADA : 16 \$ - DOM. : 11,50 € - MAROC : 110 MAD - SUISSE : 19 CHF - TOM : 1400 CF



L'ouverture de la frontière sino-taiwanaise depuis la fin des années 1980



Depuis la victoire communiste en Chine en 1949 et le repli du régime nationaliste à Taïwan, aucun accord de paix n'a été conclu entre les deux parties, l'île bénéficiant d'une indépendance de fait et non de droit. La fermeture de la frontière a été complète jusqu'à la levée de la loi martiale à Taïwan en 1987 ; tout contact avec les communistes était alors passible de jugement pour haute trahison. À la faveur de la démocratisation taïwanaise, les échanges avec la République populaire ont été progressivement tolérés. Répondant aux mesures préférentielles offertes par Pékin aux

« compatriotes taïwanais », les industriels insulaires ont aussitôt délocalisé leurs entreprises sur le continent et, au cours des années 2000, Taïwan est devenu le premier investisseur étranger en Chine (entre 200 milliards et 400 milliards de dollars en 2008, officiellement). Mais ce vaste mouvement de délocalisation a précédé l'ouverture de la frontière : jusqu'en 2008, les biens comme les personnes ont dû transiter par des pays ou territoires tiers, Hong Kong en général, même si les autorités taïwanaises ont offert quelques solutions ponctuelles, tel un centre de transbordement offshore à Kaohsiung en 1997.

À partir de 2008, à la faveur d'un rapprochement entre le Guomindang et le Parti communiste chinois, 19 accords sont signés, dont un accord-cadre de coopération économique en 2010, qui vise à une réduction progressive des droits de douane et à l'ouverture du secteur des services. Pour des raisons de sécurité toutefois, Taïpei refuse pour l'heure que le couloir aérien médian soit ouvert. De fait, l'intégration économique entre les deux rives du détroit n'est pas allée de pair avec une réduction de la menace militaire chinoise qui vise à contenir toute velléité indépendantiste taïwanaise. ● **F. MENGIN**